

Pauvres étudiants

- Le syndicat étudiant Fef fait de la lutte contre les politiques d'austérité à l'égard de l'enseignement sa campagne du quadrimestre.
- Elle publie un rapport "listant" les conséquences de la rigueur budgétaire sur les établissements en Belgique francophone.
- Et formule ses propositions.

La Fef craint de nouvelles coupes dans le budget de l'enseignement

Pour sa campagne du second quadrimestre, la Fédération des étudiants francophones (Fef) a décidé de s'attaquer aux politiques de restrictions budgétaires qui frappent l'enseignement supérieur. La Fef cherche à sensibiliser les étudiants, les directions d'établissements et le monde politique aux mesures d'austérité, à leur impact concret sur la vie des étudiants, du personnel. Le syndicat a mené une vaste enquête dans les hautes écoles et universités francophones. Il a listé les problèmes résultant du manque de moyens financiers et les a réunis dans un codex (lire ci-contre).

Financement étalé jusqu'en 2025

Outre les mesures prises au niveau fédéral qui touchent plus indirectement les étudiants (comme la réduction de la prime de rentrée scolaire), la Fef s'insurge contre la politique menée par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). "En 2008, il avait été convenu de refinancer les universités à raison de 30 millions d'euros par an, étalés entre 2010 et 2017. Mais quelques mois plus tard, la nouvelle majorité a décidé de doubler la durée de ce refinancement, ce qui portera à 2025 son effectivité. La tranche de 2 millions due pour 2014 a ensuite été reportée et celle attendue pour 2015 sera réduite de deux tiers. Elle est donc inférieure de 15 millions au montant qu'elle aurait atteint si ces mesures d'austérité n'avaient pas été prises", souligne la Fef.

Sont aussi pointés le financement en enveloppe fer-

mée, "qui organise l'austérité de manière structurelle, qui, de 2002 à 2012, a réduit les moyens alloués par étudiant de 15,7%" et le fait que le gouvernement a plusieurs fois raboté l'indexation de ces enveloppes. "En 2012, 2013 et 2015, seules 90% d'entre elles ont été indexées classiquement. L'effet de cette mesure est symbolique, vu la faible inflation, mais l'usage répété de cette méthode conduit les établissements à faire face à l'inflation sans recevoir de moyens correspondants pour les dépenses non liées au personnel." La Fef s'inquiète encore de l'ajustement budgétaire qui sera présenté au Parlement FWB le 30 mars. "Déjà 140 millions d'euros d'économies sont prévus et l'ajustement devra apporter 150 millions supplémentaires. L'enseignement ne sera pas épargné. Il devient urgent de se mobiliser contre l'austérité, qui n'est pas une fatalité mais un choix politique, et pour 'Un tout autre enseignement' (le slogan de la campagne, NdlR)."

Trois pistes pour faire entrer l'argent dans les caisses

Le syndicat propose ses solutions pour refinancer l'enseignement. "La première, c'est de mieux utiliser les moyens existants en fusionnant les réseaux d'enseignement. La deuxième vise à lutter contre la fraude et l'évitement fiscal qui 'définencent' les services publics. Et la troisième consiste en une refonte de l'impôt, en renforçant sa progressivité et en le portant sur les transactions financières, le capital et ses revenus ou le mésusage."

Isabelle Lemaire

Locaux vétustes et amiante

Un des constats les plus répandus, c'est le manque de place dans les auditoriums et la vétusté des locaux. Ces problèmes semblent particulièrement aigus dans les hautes écoles.

A la Haute école Namur-Liège-Luxembourg, certaines implantations comme le Département social ou l'IESN ont atteint leur capacité d'accueil maximale. Jusqu'à 50 étudiants doivent s'entasser dans des salles d'informatique pouvant en accueillir 25. Et l'école aurait bien besoin d'entreprendre quelques travaux de rénovation, mineurs et majeurs (WC, couloirs...). Les étudiants de l'École supérieure des Arts Saint-Luc-Tournai sont aussi à l'étroit, tout comme ceux de Arts', dont la section Musique ne dispose que de locaux mal isolés, tant acoustiquement que thermiquement. Faute de budget, la Haute école Albert Jacquard a dû renoncer à des travaux de rénovation ou d'agrandissement des salles de cours.

A Lucia De Brouckère, les faux plafonds sont abîmés par des infiltrations d'eau; les murs sont raffistolés avec des points de colle ou de peinture et des filets sont installés au-dessus des entrées afin d'éviter la chute de débris sur les passants. Ceux qui fréquentent ces deux établissements ainsi que la Haute école de la Ville de Liège font face à la présence d'amiante dans les bâtiments. A la Haute école de la Ville de Liège toujours, cela fait des années que les étudiants dénoncent l'état des infrastructures : sanitaires dans un état déplorable voire inutilisables, ascenseurs régulièrement en panne alors que l'école compte sept étages, etc.

I.L.

Kots privatisés : loyers plus chers

Trouver un kot sur un campus universitaire devient de plus en plus difficile. L'ULB enregistre chaque année 7 000 demandes de logements quand l'université ne dispose que de 1 800 kots. Alors, l'ULB a privatisé une partie de ses logements étudiants. Et qui dit privatisation dit souvent augmentation des loyers. Elle est consécutive puisqu'un kot public se loue 220 euros par mois contre aujourd'hui 450 euros pour un kot "public-privé".

A l'échelle de la capitale et de ses 37 institutions d'enseignement supérieur comptant 90 000 étudiants inscrits, on ne trouve que 10 000 logements répertoriés comme kots. Ils se concentrent sur le campus universitaire hospitalier de l'Alma, UCL et sont essentiellement privés (près de 80% de l'offre). Ces logements privés ne garantissent pas tous les conditions de salubrité, de sécurité, d'isolation et de taille que l'on serait à même d'attendre et cela sans compter des loyers parfois très élevés qui grèvent le budget des étudiants.

Les campus de l'UCL et de l'ULg connaissent les mêmes saturations et au vu des restrictions budgétaires, les deux universités peuvent difficilement envisager la construction de nouveaux bâtiments abritant des kots.

I.L.

Carences en matériel

Le rapport pointe que des établissements sont en manque de matériel. La Haute école Albert Jacquard tient depuis longtemps une ligne budgétaire très stricte en vue d'atteindre l'équilibre. Alors, peu d'ordinateurs sont mis à jour, la section technique attend en vain de nouveaux projecteurs, la plupart des implantations n'ont pas de bibliothèque digne de ce nom et ce sont les professeurs qui y vont parfois de leur poche pour acheter les fournitures nécessaires aux activités.

A l'Institut des arts de diffusion (IAD), qui forme notamment aux métiers de l'audiovisuel, le budget ne permet pas d'acheter du matériel performant et moderne. La Fef souligne qu'à cause de ce manque de ressources, les professeurs ne maîtrisent pas ces nouvelles technologies. Comment dès lors enseigner aux étudiants les compétences techniques actuelles? Les étudiants de la section musique de Arts' ne semblent pas non plus très bien équipés.

Il n'y a pas que le matériel qui fait défaut, l'humain aussi. On constate un manque de professeurs à l'IAD, ce qui induit une lourde charge de travail pour chaque enseignant. A l'ULg, qui a adopté selon la Fef le plan d'économie le plus drastique, pour faire face à un budget insuffisant lié au système de l'enveloppe fermée, on s'apprête à supprimer 60 postes temporaires de chercheurs d'ici 2016. Jusqu'en 2018, seuls deux départs naturels sur trois au sein du personnel académique, technique, ouvrier et administratif seront remplacés.

I.L.

Des coupes et des hausses

Pour faire des économies, plusieurs établissements ont choisi de couper dans des budgets, de réduire certaines aides aux étudiants. C'est le cas à la Haute école de Bruxelles où les subsides sociaux aux étudiants en situation précaire seront réduits cette année. La Fef note la suppression des aides mensuelles de 60 et 90 euros, celle à destination des étudiants bénéficiant d'une aide du CPAS et la réduction des aides financières pour le transport.

Le conseil d'administration de l'UCL a décidé de réduire les budgets sociaux de près de 200 000 euros en 2015. Les services de l'animation et du personnel du conseil étudiant verront leurs subsides amputés de 20%. Ceux de l'aide aux étudiants, de l'aide au logement, des kots à projets, des sports, les restaurants universitaires devraient également être impactés. L'ULg devrait économiser sur des postes comme le chauffage, l'électricité ou les budgets sociaux. A la Haute école provinciale Hainaut-Condorcet, les remboursements des supports de cours sont incomplets.

Ailleurs, on fait rentrer de l'argent dans les caisses en augmentant les frais. En mai 2014, le minerval à la Haute école Léonard de Vinci a augmenté de 170 euros (+25%). Celle de Namur-Liège-Luxembourg demande désormais 34 euros de plus chaque année aux étudiants. Les prix pratiqués à la cafétéria de la Haute école de la Province de Namur constituent un budget non négligeable pour les étudiants.

I.L.